

L'engagement politique

Remarques préliminaires

Pas d'interrogation, pas de question, explicites du moins. Le sujet ressemble à une question de cours. *A priori*, il s'agit donc d'étudier cette notion sous tous ses aspects.

Le premier piège de ce sujet réside en fait dans la définition de l'engagement politique, un terme très largement usité, mais flou, d'où, plus que jamais, l'importance de l'introduction qui déterminera avec précision de quoi on va parler. Qu'est-ce que l'engagement ? En quoi est-il « politique » ?

Une autre difficulté tient au fait qu'il est tentant d'analyser plutôt son évolution, et donc de traiter un sujet de la forme suivante qui est aussi le titre d'un article de Pascal Perrineau : « L'engagement politique : déclin ou mutation ? » Bien entendu, cette évolution sera largement évoquée, mais elle n'est pas le cœur du sujet. Elle n'en est qu'un des aspects.

Proposition de corrigé

Depuis de nombreuses années, et dans la plupart des démocraties occidentales, l'intérêt pour la politique, au moins au sens traditionnel du terme, semble marquer nettement le pas et son image dans l'opinion publique se dégrader régulièrement. L'abstention aux élections ne cesse d'augmenter tout comme les votes protestataires tandis que le traditionnel clivage gauche-droite, qui structure depuis si longtemps les débats, s'affaiblit, brouillant un peu plus les repères, et que les mouvements sociaux, moins nombreux, sont plus localisés. Quant aux organisations politiques, notamment les partis, comme les syndicats sur le terrain social, elles font, dans l'ensemble, de moins en moins recette et il semble qu'il y ait un nombre de plus en plus restreint de personnes qui s'engagent dans une vie politique active. Tous ces faits soulignent un recul de l'engagement qui, d'une certaine manière, met en péril les démocraties.

Mais que faut-il entendre par engagement politique ? La notion est ambiguë et d'ailleurs peu utilisée dans les manuels et les ouvrages de science politique. Au sens commun, l'engagement correspond à une promesse ou une convention, morale ou formelle. On s'engage à faire quelque chose, à agir. Dans un sens plus large et de plus en plus répandu, c'est, comme l'écrit le *Petit Larousse*, « le fait de prendre parti publiquement sur les problèmes sociaux, politiques [...] de son époque », une définition qui correspond bien aux prises de position des intellectuels et des artistes qui cherchent à influencer leur public en lui faisant prendre conscience de tel ou tel problème et en cherchant à l'enrôler dans tel ou tel mouvement social ou politique. Ne parle-t-on pas, par exemple, de chanteurs « engagés » ? Cette définition concerne assez directement, on le voit, notre domaine de réflexion, mais, aux yeux des politistes, elle est beaucoup trop restreinte. C'est ce caractère flou de l'expression qui, sans aucun doute, en limite l'usage dans la production scientifique. Lorsqu'elle y apparaît, elle implique un acte individuel volontaire, une action. Mais agir en politique prend des formes dont l'intensité est très variable. L'individu qui s'inscrit sur une liste électorale (dans les pays où celle-ci n'est pas automatique, évidemment !) fait là un acte politique minimal qui suppose un autre acte, plus important, mais encore néanmoins modeste : celui de voter. On peut même dire que, en s'inscrivant, il « s'engage » à voter au sens qu'il promet de le faire. Mais rien ne permet de dire qu'il le fera (à moins, là encore, que le vote ne soit obligatoire dans le pays où il est électeur)... On peut dire aussi que, en votant, il affirme une position, une préférence, un choix qui concernent la collectivité et l'engagent dans telle ou telle direction pour l'avenir. À l'élection présidentielle fran-

çaise de 2002, choisir de voter pour M Le Pen plutôt que pour M Jospin n'impliquait certainement pas la même société pour le futur. Pour autant, cet engagement ne demande guère d'efforts et se situe bien loin de celui du militant qui se bat (au sens propre : « militant » vient de *miles*, « soldat » en latin) pour des idées, pour une vision de la société qu'il veut faire triompher, et qui finira peut-être par faire partie de la « classe » politique qui vit de cette activité, qui la fait. Pour accroître encore la difficulté, la notion d'engagement s'est encore élargie au cours des dernières années, ne couvrant plus seulement une action politique véritable, mais une simple attitude, le fait, par exemple, de s'informer, de manifester un certain intérêt pour l'action publique, de véhiculer des images de la politique ou de s'identifier à une « famille » politique, par exemple. En outre, si elle correspond à des activités légales, elle peut déborder sur des activités qui le sont beaucoup moins. Autre difficulté sémantique : qu'appelle-t-on « politique » dans l'expression à étudier ? Les actions qui concernent seulement l'organisation et l'exercice du pouvoir ? Ou, plus largement, la participation à des groupes d'intérêt, associations et groupes de réflexion qui cherchent à l'influencer ? Et doit-on prendre en considération des organismes comme les syndicats, qui agissent officiellement dans le cadre du monde du travail, mais qui ont une vision assez précise de la société qu'ils souhaitent et de la façon dont elle doit être dirigée ? Ils sont, du reste, souvent proches d'un parti. On le voit, si la notion à analyser ici semble *a priori* simple, elle s'avère, au final, difficile à cerner. Dans le cadre de cette brève réflexion, et pour faire simple, nous considérerons que l'engagement politique est constitué par l'ensemble des actions et des attitudes qui ont pour but d'exercer une influence sur les détenteurs du pouvoir dans la Cité, ce qui correspond à ce qu'on appelle plus volontiers dans la littérature scientifique la participation et se conçoit essentiellement dans les vraies démocraties. C'est pourquoi nous illustrerons essentiellement nos propos avec les pays occidentaux qui respectent le pluralisme et les libertés, et principalement la France.

On voit de façon un peu plus précise de quoi on va parler. Maintenant, il s'agit ici d'analyser le phénomène, et plus précisément de voir en quoi il est important pour la démocratie, qui s'engage effectivement, et pourquoi et dans quelle mesure son acception traditionnelle est remise en cause par les pratiques émergentes.

Ainsi, dans un premier temps, nous allons rappeler que, dans une démocratie, chacun doit, ou devrait, en théorie, s'engager politiquement. Pour reprendre une expression de Dominique Memmi (inspirée de Kant), c'est un « impératif catégorique ». Toutefois, dès les premières enquêtes réalisées dans les années 1950-1960 aux États-Unis, on s'aperçoit qu'on est bien loin de cet idéal démocratique d'engagement généralisé et que la plupart des citoyens sont passifs. Seule une minorité est engagée, ce dont une école « élitiste » s'accommode d'ailleurs fort bien, mais pas des théoriciens de l'illusion démocratique comme Pierre Bourdieu ou Daniel Gaxie qui s'inquiètent que seuls les professionnels de la politique soient réellement engagés. C'est ce grand écart entre idéal et réalité qui mobilisera notre attention dans la première partie de ce travail. Cette réalité elle-même est mouvante : de nouvelles formes de participation émergent, complétant, voire remettant en cause l'engagement traditionnel. C'est ce que nous examinerons dans notre seconde partie.

I. De l'idéal du citoyen actif à la réalité de l'engagement

S'engager politiquement, c'est, aux yeux des théoriciens de la démocratie, impérativement participer effectivement à la vie de la Cité. Mais, de la théorie à la réalité, il y a un grand pas...

La démocratie telle que nous nous la représentons aujourd'hui prend naissance au XVIII^e siècle, à une époque où la bourgeoisie rêve de contrôler l'État, avec l'émergence d'une véritable opinion publique, un « espace public », pour reprendre le titre d'un ouvrage du philosophe et sociologue allemand Jürgen Habermas, même si elle reste quantitativement limitée. Elle implique que les individus participent effectivement, cet engagement étant envisagé à la fois comme un devoir et un pou-

voir : il faut qu'ils participent afin d'infléchir la manière de gouverner. L'idée est que, si les citoyens sont convaincus de leur efficacité, ils seront « normalement » poussés à participer à la vie politique. Cette idée est si puissante que la science politique l'a longtemps considérée comme allant de soi et, de ce fait, a négligé des phénomènes dont l'existence est désormais reconnue, comme la dépolitisation d'une partie significative de la population et la montée de l'abstention. C'est ainsi qu'elle a été amenée à prendre ses distances à son égard, aux États-Unis, pionniers de la sociologie politique, comme ailleurs, en tenant compte des dysfonctionnements de la démocratie participative, du poids des déterminants socioculturels, notamment, et en distinguant différents types de participation, certains ne demandant guère d'efforts pendant que d'autres nécessitent une implication véritable. Il a donc bien fallu admettre que, si la participation est toujours considérée comme la norme dont le respect est indispensable au bon fonctionnement de la démocratie, la réalité est loin de cet idéal.

En effet, la participation active à la vie politique a toujours été et reste relativement faible. Qui plus est, elle paraît socialement très conditionnée.

Les activités que l'on peut qualifier de « publiques » ne concernent qu'une petite minorité de la population, à savoir les individus qui détiennent une fonction politique, bien sûr, ceux qui s'impliquent personnellement dans les campagnes électorales, qui assistent à des meetings, ceux qui versent des fonds à des organisations politiques, ceux enfin qui, tout simplement, appartiennent à un parti, à un groupe d'intérêt orienté vers la résolution d'un problème collectif, ou même à un syndicat, si on veut bien considérer que, s'il s'agit d'une organisation liée avant tout au monde du travail, y adhérer correspond aussi à une certaine vision de l'organisation sociale. Moins de la moitié de la population a une pratique politique privée : participation à des discussions de caractère politique, notamment en période d'élections, lecture d'articles de journaux et écoute d'émissions d'information « politiques ». En définitive, seules les élections mobilisent un grand nombre de citoyens (pas celles concernant le monde du travail, généralement boudées !). Encore faut-il remarquer, comme nous l'avons déjà fait, que l'abstention progresse un peu partout dans les démocraties des pays développés comme le nôtre, du moins quand le vote n'est pas obligatoire. Si on étend notre analyse aux activités politiques moins conventionnelles comme la signature de pétitions ou la présence aux manifestations, par exemple, le constat est encore le même : l'engagement public ne concerne finalement pas grand monde.

Ajoutons à cela que, certaines activités étant peu pratiquées, il se produit une sorte de concentration au profit de quelques uns, sachant que peu de citoyens pratiquent plusieurs activités à la fois. Il y a, en effet, une forte division du travail dans le monde politique. Il est vrai qu'on peut difficilement tout à la fois exercer le pouvoir et descendre dans la rue pour le contester...

Par ailleurs, l'engagement politique ne bénéficie pas d'une distribution sociale très équitable, pour le moins. Les recherches quantitatives ont, depuis longtemps, démontré une sur-représentation très rigide des groupes sociaux dominants, et ce dans toutes les formes de participation, y compris non conventionnelles, même si l'attitude à l'égard du changement qui y prévaut y est généralement plus radicale : les plus actifs sont plutôt des hommes d'âge moyen qui ont suivi des études supérieures et bénéficient d'un statut socio-économique élevé. Ce phénomène se retrouve chez les militants de tous les partis et dans les sphères où s'exerce le pouvoir. Tout se passe comme si la position sociale des individus les plus engagés leur confèrait un double sentiment de compétence et de capacité à pouvoir exercer une influence sur les gouvernants alors que les citoyens les moins actifs sont surtout mus par le sentiment du devoir. Si on rentre un peu plus dans les détails, on s'aperçoit que les individus s'engagent en fonction de :

- leur âge : la participation augmente avec l'âge pour se stabiliser aux âges mûrs, puis décliner pendant la vieillesse ;

- leur sexe : les femmes votent de plus en plus et, en France, dans presque toutes les élections, s'expriment autant que les hommes ; en revanche, dans la plupart des démocraties, elles restent très minoritaires dans les organisations politiques et syndicales, les organes représentatifs et les postes à responsabilité ;

- leur degré d'instruction, qui leur confère un sentiment de « compétence » politique, ne serait-ce que par leur capacité à comprendre, à produire et à reproduire le discours politique, d'où, par exemple, la forte implication des cadres et la très faible des ouvriers agricoles, pour s'en tenir aux catégories sociales françaises ;

- le fait d'avoir un emploi ou pas : les inactifs s'engagent peu politiquement, de même que les chômeurs, même s'ils commencent à s'organiser depuis quelques années chez nous ;

- leur appartenance ou non au secteur public ou à la fonction publique, les travailleurs du privé ayant tendance à moins s'engager, comme si le fait de travailler pour la collectivité impliquait une certaine proximité avec l'exercice du pouvoir ;

- le fait qu'ils soient propriétaires ou non de leur logement, les premiers participant plus volontiers dans la mesure où, mieux intégrés socialement et bien enracinés, ils se sentent plus concernés, notamment dans les questions d'ordre local, la propriété impliquant une certaine stabilité au contraire de la location ;

- leur engagement religieux : plus ils pratiquent un culte, plus ils participent aux élections ; en revanche, la participation ne va pas souvent plus loin, du moins chez les chrétiens des pays occidentaux, français notamment, même si le militantisme n'a pas disparu.

Revenons un instant sur certaines de ces caractéristiques, et plus particulièrement sur l'inégale distribution sociobiologique de la participation, pour rappeler que les écarts qui subsistent entre les âges et entre les sexes dépendent grandement du rapport des individus concernés au monde du travail : le fait de participer à des activités productives confère en effet un statut, une certaine familiarité avec les problèmes sociaux et une aptitude au comportement collectif. Qui plus est, il peut déboucher sur l'adhésion à un syndicat, voire à un parti, qui, en agents de la socialisation politique qu'ils sont, véhiculent une vision de la société et donnent à leurs membres une capacité à interpréter les grands enjeux, en un mot une compétence. Ainsi, un individu qui n'a eu qu'un parcours scolaire bref y trouvera un intérêt à participer à la vie de la Cité. Qu'on se souvienne du rôle du Parti communiste français quand, véritable parti de masse ciblant son action sur des populations peu compétentes *a priori*, il construisait véritablement la conscience ouvrière. La conscience de faire partie d'une minorité ethnique renforce également la volonté de se battre, ce que montrent les études portant sur les Noirs aux États-Unis ou les intouchables en Inde qui, à niveau socio-économique égal, s'engagent plus volontiers dans l'action politique que les autres composantes de la population.

Comment expliquer que, même désormais très présentes sur le marché du travail, les femmes restent en retrait des formes les plus intenses d'engagement ? Pour bien des raisons, notamment parce que, comme les vieux d'ailleurs, en retraite (donc en retrait du monde du travail), elles sont encore nombreuses (mais de moins en moins) à travailler de façon isolée (comme employées de maison par exemple), ce qui les prive des lieux de rassemblement géographique que constituent les usines et les ateliers et qui sont susceptibles de stimuler leur conscience d'appartenir à des groupes dont les membres ont des intérêts communs. En revanche, la démocratisation de l'enseignement dont elles bénéficient largement accroît la conscience politique des jeunes, garçons et filles. Le mouvement du printemps 2006, en France, contre le « contrat première embauche » a d'ailleurs montré que ces dernières pouvaient jouer un rôle de premier plan.

Quoi qu'il en soit, dans les démocraties modernes, on est loin d'avoir l'engagement massif de la population dans la vie politique souhaité par les théoriciens et cet engagement est très largement lié à des facteurs socioculturels.

II. L'engagement remis en cause ?

Le modèle traditionnel d'engagement massif de la population est aujourd'hui remis en cause, d'abord parce qu'il n'a jamais vraiment fait l'unanimité chez les politistes, ensuite parce que de nouvelles formes d'engagement se substituent peu à peu aux formes traditionnelles, ce qui conduit à se demander ce qu'est une participation « normale ».

Tout comme la syndicalisation n'a pas nécessairement la même signification pour tout le monde, le vote, mode de participation traditionnellement privilégié, n'a pas forcément le même sens et la même valeur partout. Est-il vraiment, d'ailleurs, un bon indicateur d'intérêt pour la politique ? L'abstention, « non-participation » par excellence, ne peut-elle pas, au contraire, être « active » quand elle manifeste volontairement un refus motivé ?

En fait, différentes conceptions s'affrontent depuis longtemps.

La première, qualifiée de « libérale », apparaît à la fin du XVIII^e siècle et au début du XIX^e. Pour elle, la participation n'est pas une fin en soi, et le suffrage censitaire, qui limite le vote aux électeurs les plus riches, donc réputés les plus compétents, peut suffire à faire fonctionner la démocratie tout en limitant les risques d'instabilité, voire d'aventurisme. Sa représentation de l'engagement est donc limitée, au vote pour l'essentiel. C'est cette conception, par exemple, qui prévaut chez les catholiques qui votent volontiers par « devoir », mais ne s'investissent guère plus en général.

La deuxième conception, qu'on peut qualifier avec Dominique Memmi de « volontarisme démocrate », est issue du moralisme de philosophes comme les Britanniques John Locke ou John Stuart Mill. Cette fois, la participation est une fin en soi et n'a pas seulement valeur instrumentale. Ce courant de pensée envisage un accroissement continu de la compétence politique des populations et valorise l'action politique, d'où son inquiétude devant la réalité quantitative de la participation. Il se situe plutôt à gauche de l'échiquier politique, et même surtout à l'extrême gauche où la valorisation de l'engagement politique va de pair avec diversification des formes d'engagement et égalitarisme.

En plus de ces deux approches majoritaires aujourd'hui, il en subsiste une que Memmi, encore, qualifie d'« hyperdémocratique » et qui a toujours nourri, chez les anarchistes en particulier, une certaine méfiance à l'égard de l'engagement politique traditionnel (le vote, certes, mais aussi le militantisme partisan) que manifeste le célèbre slogan : « élections, piège à cons ». L'engagement politique y est fortement valorisé mais sous des formes libertaires et antibureaucratiques, d'où la méfiance à l'égard des partis. Il subsiste aussi une autre conception qui, au contraire, ne valorise nullement l'action politique, l'ensemble de la population n'étant pas jugé capable d'avoir une opinion fondée. Elle se situe à un autre extrême de l'échiquier politique, à droite, symbolisé au début du siècle dernier par Charles Maurras.

On le voit, plusieurs représentations de l'action politique cohabitent, qui valorisent un engagement politique plus ou moins intense, voire des formes de participation qui ne se cantonnent pas au vote, à moins, comme la dernière, qu'elles ne souhaitent la limiter.

Or, justement, en raison des profondes mutations qui se sont produites depuis quelques dizaines d'années, les formes de la participation se diversifient sensiblement.

Ainsi, les référents traditionnels, par exemple le catholicisme et le socialisme ou le clivage gauche-droite, s'étiolent. Les citoyens du début du XXI^e siècle, plus cultivés, plus individualistes qu'autrefois, sont moins enclins à s'enrôler sous la bannière de mouvements dont les programmes, sur bien des points, se ressemblent. En France, par exemple, gauche et droite, qui ont exercé alternativement le pouvoir ces dernières années, ont affiché un certain accord en matière de politique étrangère. Le Parti socialiste ne rejette plus le capitalisme, mais cherche à modérer ses excès pour conserver son efficacité sur le plan économique. Et, malgré le succès croissant des critiques contre l'interventionnisme, l'UMP et le président Chirac ne sont pas non plus des ultra-libéraux prêts à renoncer à toute intervention de l'État, y compris dans le domaine de la protection sociale. Le militantisme ne peut que souffrir de ce brouillage des cartes, d'autant que les partis en général sont accusés d'aliéner la liberté de pensée de leurs adhérents et ceux qui sont au pouvoir, d'être incompetents ou incapables de tenir leurs promesses, n'ont pas bonne presse.

Avec la régionalisation, d'une part, et l'internationalisation croissante des économies, la politique est de moins en moins centrée sur l'État. Le pouvoir, en France, comme dans les autres pays européens, n'est plus seulement dans la capitale. Avec sa décentralisation, il a éclaté en faveur des communes, des départements et des régions, au point que bien des citoyens ne savent plus qui doit prendre telle ou telle décision. La construction de l'Union européenne et l'accélération de la mondialisation achèvent l'éclatement des lieux de pouvoir, donnant un sentiment d'impuissance à beaucoup de nos contemporains. Or partis et syndicats restent ancrés, malgré de timides tentatives d'internationalisation, sur l'espace national.

Ainsi, les anciennes formes d'engagement éclatent. Parallèlement, apparaissent de nouveaux repères (identitaires, culturels, éthiques, etc.) qui permettent de mobiliser, de façon souvent ponctuelle, sur de grands enjeux qui s'éloignent de plus en plus des enjeux traditionnels (le chômage, certes, mais aussi l'exclusion, les inégalités, le racisme et la xénophobie, le nucléaire, l'environnement, le commerce équitable, la reconnaissance des identités culturelles régionales ou de l'homosexualité), dans de nouveaux lieux (locaux ou, à l'opposé, internationaux) et sous de nouvelles formes (comme la pression que tentent d'exercer des associations et des lobbies de toutes sortes). De nouveaux objets et de nouveaux acteurs émergent donc en liaison avec des préoccupations particulières et nouvelles, liées, certes, aux difficultés de la vie (chômeurs, sans-papiers, sans-logis), mais aussi à d'autres préoccupations : étudiants, féministes, régionalistes, pacifistes, mouvements communautaristes ou ethniques, mais aussi, altermondialistes, et même homosexuels ou malades du sida constituent ce que Guy Groux appelle des « communautés de lutte ». Ronald Inglehart a bien montré l'émergence de ces nouveaux acteurs « postmatérialistes » qui dépassent les revendications matérielles classiques touchant l'emploi et le revenu pour valoriser leur épanouissement personnel à travers des revendications concernant le cadre de vie ou leur épanouissement, sexuel par exemple.

Comme ces nouveaux acteurs ont souvent de faibles ressources, ils utilisent volontiers de nouveaux canaux, comme les médias ou les poursuites judiciaires, qui élargissent sensiblement le champ politique : la *gay pride* (marche des fiertés homosexuelles) ou l'affaire du sang contaminé il y a quelques années en France sont de bons exemples de cet élargissement.

Au vu de cette évolution, on doit constater que l'engagement politique, loin d'avoir disparu, est toujours bien vivant, mais sous des formes que l'on ne reconnaît pas toujours spontanément comme « politiques ». La norme en la matière n'est plus seulement, semble-t-il, le vote. Au fond, tout se passe comme si, à une époque où l'on dit que la population se désintéresse de la chose publique, l'idée que « tout est politique », bien vivante dans les années qui ont suivi mai 1968, se banalise. La vitalité du secteur associatif en France (près de 22 millions d'adhérents à une association en 2002) n'est-elle pas un indicateur d'un véritable intérêt pour l'action collective, même si ses objectifs ne sont pas toujours à proprement parler « politiques » ? Et ne peut-on pas considérer des actions qui

se produisent sur les lieux de travail comme le sabotage, la « fauche » ou l'absentéisme relèvent de la pratique « politique » dans la mesure où elles manifestent un refus du système ? La multiplication des grèves de loyers et d'impôts, d'occupations de locaux, de boycotts, de barrages routiers, comme celle d'associations d'initiatives locales dans notre pays ne sont-elles pas des formes d'action politique directe, et, corrélativement, la concrétisation du recul de l'idée de délégation que manifeste le désintérêt croissant pour des élections qui désigneront des représentants qui décideront en lieu et place de l'ensemble des citoyens ?

Toutefois, avec le déclin relatif des partis (que le PS français tente d'enrayer grâce à des adhésions sur Internet) et des syndicats, les mouvements revendicatifs, de plus en plus spontanés et pas toujours fermement encadrés par des coordinations, peuvent déboucher sur une certaine anarchie. La frontière entre le politique et la délinquance elle-même risque d'ailleurs de devenir plus floue. Qui dit action directe sur les détenteurs du pouvoir dit en effet attentats, kidnappings, séquestrations, incendies de voitures dans les quartiers « difficiles », etc. « Action directe » n'était-il pas le nom d'un groupe terroriste français des années 1970-1980 ? Cette volonté d'influencer directement le pouvoir, forme d'engagement particulièrement intense, quand elle use de moyens réprouvés par une écrasante majorité de nos concitoyens, peut-elle encore être considérée comme « politique » ? Sans doute pas, la politique suppose, en effet, un effort de médiation, de négociation, donc de discussion...

Participer à la vie politique est important pour la vitalité d'une démocratie, pour qu'effectivement le peuple se gouverne par lui-même. Reste que les formes de cette participation sont multiples et s'éloignent de plus en plus du modèle traditionnel.

Conclusion

Pour la science politique, s'engager revient à avoir une activité politique, quelle qu'elle soit, même de très faible intensité. L'engagement politique n'est d'ailleurs pas envisagé avec le même intérêt par tous les théoriciens et, en outre, il est socialement conditionné, ce qui ne fait que tous les citoyens ne disposent pas d'un pouvoir égal (notons néanmoins au passage que même l'absence d'engagement politique a une influence sur le pouvoir, fût-elle infime, en ce que les personnes qui haïssent la politique font partie de l'opinion publique...). Si la démocratie représentative a longtemps privilégié les élections et l'engagement partisan qu'elles ont suscité, les profondes mutations qui se sont produites au XX^e siècle modifient sensiblement un engagement politique qui apparaît désormais diversifié sous l'action d'une double tendance à l'élargissement des modalités d'engagement, d'une part, et d'un processus d'individualisation et de personnalisation, d'autre part, alors que le paysage politique continue de privilégier les formes traditionnelles de participation, se désolant de leur déclin. Autrement dit, il subsiste sans doute un réel intérêt pour la chose publique (la *res publica*), mais il prend des formes nouvelles que les observateurs et les autorités ne prennent pas toujours vraiment en compte. Les jeunes générations des grandes démocraties occidentales, à commencer par la nôtre, ne se reconnaissent plus vraiment dans la classe politique au pouvoir aujourd'hui, mais, si l'on en croit la mobilisation de l'entre-deux-tours de la dernière présidentielle et les actions récentes contre certains projets de réforme du gouvernement français, sont disposés à participer activement à la vie politique pour peu que les enjeux les concernent directement.

Bibliographie

Sur la participation, on trouvera dans tous les manuels des éléments de réflexion. En plus de ceux qui sont cités dans la direction de travail, ajoutons :

- LAGROYE Jacques (avec Bastien François et Frédéric Sawicki), *Sociologie politique*, Paris, Presses de Sciences po / Dalloz, « Amphi », 2002 [version actualisée d'un ouvrage extrêmement dense de près de 600 pages désormais classique].

...et, beaucoup plus simple :

- GUILLOT Philippe, « Politique et pouvoirs », in *Sociologie*, sous la direction de Gilles Ferréol, Rosny-sous-Bois, Bréal, « Grand amphi / Sociologie », 2004, pages 217-244.

Sur l'engagement politique lui-même :

- MEMMI Dominique, « L'engagement politique », in *Traité de science politique*, sous la direction de Madeleine Grawitz et Jean Leca, Paris, Presses universitaires de France, volume 3, *L'Action politique*, 1985, pages 310-366.
- PERRINEAU Pascal (sous la direction de), *L'Engagement politique. Déclin ou mutation ?*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1994.
- PERRINEAU Pascal, « L'engagement politique : déclin ou mutation ? », *Futuribles*, n° 213, octobre 1996.
- THÉVENOT Laurent, *L'Action au pluriel. Sociologie des régimes d'engagement*, Paris, La Découverte, « Textes à l'appui / Politique et sociétés », 2006.

Pour aller plus loin :

- BARTHÉLEMY Martine, *Associations : un nouvel âge de la participation ?*, Paris, Presses de Sciences po, 2000.
- BELLION Morgane, *L'Engagement politique dans la chanson française de 1997 à 2002*, Institut d'études politiques de Rennes, 2003 [téléchargeable : <http://www.rennes.iep.fr/IMG/pdf/Bellion.pdf>].
- Collectif, *L'Engagement des jeunes*, Centre de documentation de l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire, « La Documentation numérique de l'INJEP / Le Point sur », 2003.
- DAMAMME Dominique et RIBEMONT Thomas (sous la direction de), *Expertise et engagement politique*, Paris, L'Harmattan, « Cahiers politiques », 2003.
- FREY Sandra, *La Dimension du genre dans l'engagement politique local. Enquête dans l'Hérault, 1983-1995*, thèse de doctorat, Institut d'études politiques de Paris, 2003.
- HABERMAS Jürgen, *L'Espace public*, traduction française, Paris, Payot-Rivages, 1988 (1^{re} édition en langue allemande : 1962).
- ION Jacques, *La Fin des militants ?*, Paris, L'Atelier, « Enjeux de société », 1997.
- MAYER Nonna et PERRINEAU Pascal, *Les Comportements politiques*, Paris, Armand Colin, « Cur-sus / Science politique », 1992.
- NEVEU Catherine, *Espace public et engagement politique. Enjeux et logiques de la citoyenneté locale*, Paris, L'Harmattan, « Logiques politiques », 2000.
- QUÉNIART Anne et JACQUES Julie, « L'engagement politique des jeunes femmes au Québec : de la responsabilité au pouvoir d'agir pour un changement de société », *Lien social et politiques*, n° 46, automne 2001, pages 45-53 [téléchargeable : <http://www.erudit.org/revue/lsp/2001/v/n46/000322ar.pdf>].
- SOMMIER Isabelle, *Le Renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Flammarion, « Champs », 2003.